

**INSTITUT DE RECHERCHE EN GEOPOLITIQUE ET
D'ETUDES STRATEGIQUES**

Revue
Intelligence Stratégique

Vol. 009, Numéro 023, Janvier-Mars 2026

E-ISSN : 3006-5488, P-ISSN : 3006-547X

<https://doi.org/10.62912/JYFU3565>



Siège social : 292, avenue Mweka, Commune de Lingwala, Kinshasa, République
Démocratique du Congo.

Téléphone : +243 82 006 1696 ; 81 86 19 121; 89 7175 074

E-mail : felly.lukunga@revue-is.org, article@revue-is.org, info@revue-is.org ;

Internet : www.revue-is.org ; www.irges.org

Europe : 59, Rue du Rhône, 1204 Genève, Suisse, + 41 22 810 88 68, Chambre de
Commerce Suisse-RD Congo, info@ccsc.ch



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques
Volume 9, numéro 23
Janvier-Mars 2026
p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488
<https://doi.org/10.62912/PNNL3469>
www.revue-is.org

**GOVERNANCE SECURITAIRE HYBRIDE ET ECONOMIES DE GUERRE DANS
L'EST DE LA RD CONGO : CARTOGRAPHIE DES ACTEURS ARMES ET CADRE
INTEGRE DE STABILISATION**

Donat-Soft MUKUNA MUYA

Doctorant en Stratégie, Sécurité et Défense. Collège des Hautes Études de Stratégie et Défense
(CHESD)/Kinshasa-RDC. ORCID : <https://orcid.org/0009-0006-1911-3277>

RESUME

La conflictualité en République démocratique du Congo (RDC) orientale constitue un système complexe d'interactions multidimensionnelles où se conjuguent fragilités institutionnelles congolaises, dynamiques communautaires endogènes, économies de guerre transnationales et ingérences régionales structurelles. Cette analyse s'inscrit dans une perspective congolaise qui décrypte les mécanismes de reproduction des conflits sans adhérer aux narratifs exogènes de légitimation des agressions régionales. Au-delà de la dichotomie simpliste entre groupes « tutsi » et « non-tutsi », la cartographie des acteurs armés révèle des trajectoires différenciées de militarisation communautaire, de capture fragmentée de l'État et d'hybridation croissante des motivations belligérantes. Les deux guerres du Congo (1996–2003) ainsi que la conflictualité persistante demeurent structurées par des logiques hybrides combinant invasion régionale, recomposition du pouvoir politique national et enracinement dans des dynamiques territoriales locales. Une politique durable de prévention et de réparation exige l'intégration cohérente de cinq piliers : réforme foncière, système d'alerte précoce, démantèlement de l'économie de guerre, gouvernance sécuritaire professionnalisée et diplomatie régionale vérifiable.

Mots-clés : Gouvernance sécuritaire hybride, économie de guerre, acteur armé, cadre intégré de stabilisation.

ABSTRACT

The conflict in eastern Democratic Republic of Congo (DRC) is a complex system of multidimensional interactions involving Congolese institutional fragility, endogenous community dynamics, transnational war economies and structural regional interference. This analysis takes a Congolese perspective that deciphers the mechanisms of conflict reproduction without adhering to exogenous narratives that legitimise regional aggression. Beyond the simplistic dichotomy between "Tutsi" and "non-Tutsi" groups, the mapping of armed actors reveals differentiated trajectories of community militarisation, fragmented

state capture and increasing hybridisation of belligerent motivations. The two Congo wars (1996–2003) and the ongoing conflict remain structured by hybrid logics combining regional invasion, the recomposition of national political power, and roots in local territorial dynamics. A sustainable policy of prevention and reparation requires the coherent integration of five pillars: land reform, early warning systems, dismantling of the war economy, professionalised security governance, and verifiable regional diplomacy.

Keywords : *Hybrid security governance, war economy, armed actor, integrated stabilisation framework.*

INTRODUCTION

Le conflit armé en RDC orientale a été trop longtemps présenté à travers des grilles d'analyse exogènes¹. Notamment, des narratifs de conflit interethnique ou de « guerres africaines » reflétant des intérêts régionaux et internationaux. Or, cette approche présente des défaillances analytiques majeures.

Tout d'abord, elle naturalise les clivages ethniques² alors qu'ils sont éminemment politisés et instrumentalisés par des acteurs spécifiques. Ensuite, elle tend à légitimer a posteriori les interventions militaires régionales en les justifiant par des nécessités de sécurité présentées comme objectives. Troisièmement, elle occulte les responsabilités congolaises dans la fragilisation institutionnelle, la prédation étatique et l'incapacité à mettre en œuvre un monopole légitime de la violence.

Le présent article rejette ce cadrage interprétatif. La conflictualité observée constitue un système hybride³ où se nouent : des fragilités institutionnelles congolaises structurelles ; des dynamiques communautaires réelles autour de la terre, des ressources, de la représentation politique et de la sécurité ; une

¹ AUTESSERRE S., *The Trouble with the Congo: Local Violence and the Failure of International Peacebuilding*, Cambridge University Press, Cambridge, 2010 ; REYNTJENS F., *The Great African War: Congo and Regional Geopolitics, 1996–2006*, Cambridge University Press, Cambridge, 2009 ; STEARNS J.K., *Dancing in the Glory of Monsters: The Collapse of the Congo and the Great War of Africa*, Public Affairs, New York, 2012.

² VLASSENROOT K., *South Kivu: Identity, Territory, and Power*, Rift Valley Institute, London, 2013 ; PRUNIER G., *Africa's World War: Congo, the Rwandan Genocide, and the Making of a Continental Catastrophe*, Oxford University Press, Oxford, 2009.

³ KALDOR M., *New and Old Wars: Organized Violence in a Global Era*, 3rd ed., Stanford University Press, Stanford, 2012 ; MÜNKLER H., *The New Wars*, Polity Press, Cambridge, 2005 ; HOFFMAN F., *Conflict in the 21st Century: The Rise of Hybrid Wars*, Potomac Institute for Policy Studies, Arlington, 2007.

économie politique de la prédation minière qui financiarise les conflits ; des ingérences régionales structurelles (Rwanda, Ouganda et, dans une moindre mesure, Burundi) qui ne sont jamais justifiées ; des ingérences économiques et technologiques globales impliquant des acteurs étatiques, paraétatiques et transnationaux.

I. MÉTHODOLOGIE

Ce point expose la méthodologie mobilisée pour analyser les dynamiques conflictuelles en RDC orientale, en combinant une approche multidimensionnelle, un cadre conceptuel fondé sur la théorie des guerres hybrides et un dispositif rigoureux de triangulation des sources.

I. 1. Approche analytique

Cette analyse repose sur une approche multidimensionnelle et systémique du conflit en RDC orientale, rejetant les causalités monocausales.

La méthodologie privilégie trois niveaux d'analyse. Le niveau structurel procède par l'analyse historique des institutions, des héritages coloniaux, des fragilités étatiques et de l'enracinement des conflits dans les structures politiques, foncières et économiques de longue durée. Le niveau intermédiaire examine les dynamiques régionales, des rivalités entre États (Rwanda, Ouganda, Burundi), des économies de guerre transfrontalières et des recompositions géopolitiques successives. Le niveau local s'imprègne des enjeux communautaires territorialisés, des conflits fonciers, des mobilisations identitaires et des logiques de protection et d'autodéfense.

I. 2. Cadre conceptuel : la théorie des guerres hybrides

Le cadre conceptuel est mobilisé pour analyser les dynamiques conflictuelles dans l'est de la RDC, en s'appuyant sur la théorie des guerres hybrides et sur les notions associées de confrontation mixte et de gouvernance sécuritaire fragmentée.

I. 2. 1. Guerre hybride

Une guerre hybride est une configuration de confrontation où un acteur (étatique ou paraétatique) combine, dans un même théâtre et sur une même séquence, des modes d'action militaires conventionnels, des tactiques

irrégulières/proxies, des opérations informationnelles, et des instruments politico-économiques (coercition, sanctions informelles, économie prédatrice) afin d'obtenir des gains stratégiques en maintenant l'ambiguïté sur l'attribution et/ou le seuil de riposte.

Tableau 01 : Opérationnalisation empirique de la guerre hybride : grille d'indicateurs et sources de validation

Dimension analytique	Indicateur empirique	Source de validation
Mixité opérationnelle	Co-occurrence tactiques régulières/irrégulières	ACLED / ONU
Attribution ambiguë	Présence proxies ou unités non identifiées	ONU / ONG
Hybridation politico-militaire	Négociation sous pression armée	Rapports analytiques
Économie de guerre	Taxation, routes, ressources	ONU
Dimension informationnelle	Narratifs stratégiques construits	Médias / rapports
Effets institutionnels	Administrations parallèles	Terrain / rapports

Source : Conception de l'auteur.

Le tableau 01 contient les variables constituant la grille d'opérationnalisation empirique du concept de guerre hybride utilisé dans cette étude. C'est-à-dire synthétise les 6 dimensions analytiques permettant de mesurer et de valider empiriquement la présence de caractéristiques hybrides dans un conflit armé.

I. 2. 2. Gouvernance sécuritaire hybride

La gouvernance sécuritaire hybride désigne un système de production et de régulation de l'ordre sécuritaire où l'État coexiste et coproduit (de facto ou de jure) la sécurité avec des acteurs non étatiques armés ou paraétatiques (groupes armés, autorités coutumières militarisées, réseaux économiques, entreprises de sécurité), à travers des arrangements formels/informels portant sur la protection, la fiscalité, la justice, et le contrôle territorial.

Les variables observables sont les suivantes : la pluralité des fournisseurs de sécurité, c'est-à-dire la présence simultanée FARDC/PNC, les groupes armés, les autorités locales de sécurité ; les arrangements pratiques, en l'occurrence la non-agression, le partage de taxation, la commissions, le laissez-passer, et les intégrations partielles ; régulation parallèle, au moyen de la justice coutumière/tribunaux de facto, des amendes, des normes imposées ; le contrôle

territorial fragmenté, c'est-à-dire le check-points, les zones d'influence, la limitation de la mobilité ; les ressources et redistribution, à savoir : la taxation, la capture minière, la redistribution clientélaire, le financement de l'ordre armé ; enfin la légitimité perçue, au moyen de l'adhésion des populations, le recours aux groupes comme protecteurs.

Dans cette étude, la « guerre hybride » renvoie aux modalités de confrontation (mixité des moyens, proxies, information, coercition économique), tandis que « gouvernance sécuritaire hybride » renvoie à la configuration de production de l'ordre (co-production et concurrence entre État, acteurs armés et réseaux de régulation locale). La première est un registre d'action stratégique ; la seconde est un régime de gouvernance de la violence et de la protection.

L'analyse s'appuie sur le cadre théorique des guerres hybrides⁴, lequel postule que les conflits contemporains combinent trois dimensions : interventions militaires régionales ou étrangères ; luttes pour le contrôle du pouvoir d'État et conflits communautaires territorialisés

Cette distinction analytique permet de dépasser la dichotomie simplifiée entre « conflits régionaux » et « conflits locaux », en révélant comment ces dimensions s'interpénètrent dans un processus dynamique⁵.

I. 3. Sources de données et corpus documentaire

L'analyse repose sur un dispositif de triangulation combinant trois catégories de matériaux empiriques. Tout d'abord, un corpus académique de référence⁶ est mobilisé afin d'établir le cadre interprétatif historique et théorique. Ensuite, des sources institutionnelles⁷ sont utilisées pour documenter empiriquement les violations, les chaînes de commandement et les dynamiques d'acteurs.

⁴ *Ibidem.*

⁵ *Ibidem.*

⁶ PRUNIER G., *Op. cit.* ; REYNTJENS F., *Op. cit.* ; AUTESSERRE S., *Op. cit.* ; VLASSENROOT K., *Op. cit.*

⁷ Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC, *Rapports finaux sur les groupes armés et les dynamiques régionales* (UN Security Council, 2022–2025) ; CIJ, *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda) – Réparations*, ICJ, The Hague, 2022 ; CPI, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda – Jugement*, ICC, The Hague, 2019 ; Human Rights Watch, *The Curse of Gold: Democratic Republic of Congo*, HRW, New York, 2003 ; Amnesty International, *Democratic Republic of Congo: Rwandese-Controlled East – Devastating Human Toll*, Amnesty International, London, 2000.

Troisièmement, une base d'événements géolocalisés issue d'ACLED permet l'analyse quantitative des tendances conflictuelles de 2020 à 2025⁸.

Ces données sont complétées par des analyses d'organisations régionales telles que International Crisis Group afin de contextualiser les séquences d'escalade et d'identifier les logiques stratégiques d'acteurs.

L'ensemble du corpus fait l'objet d'une triangulation systématique visant à limiter les biais institutionnels, médiatiques et déclaratifs. Les divergences entre sources font l'objet d'une comparaison critique systématique fondée sur la cohérence intersources, la proximité temporelle des observations et le degré d'indépendance institutionnelle.

I. 3. 1. Gestion des biais et limites méthodologiques

Afin d'assurer la robustesse analytique, l'étude intègre un protocole explicite de contrôle des biais documentaires et interprétatifs. Trois catégories principales de biais ont été identifiées et traitées.

Certaines zones géographiques demeurent sous-documentées en raison de contraintes d'accès ou de sécurité. Ces lacunes sont systématiquement signalées et, lorsque possible, compensées par l'intégration de sources locales, d'archives régionales ou de rapports indépendants.

L'attribution des responsabilités armées étant fréquemment incertaine dans les contextes de conflictualité fragmentée, les cas ambigus sont codés comme indéterminés. Les analyses évitent toute assignation catégorique lorsque les sources primaires elles-mêmes expriment un degré d'incertitude.

Les rapports officiels, institutionnels ou issus d'organisations non gouvernementales étant produits dans des cadres normatifs spécifiques, leur contenu est soumis à une triangulation systématique reposant sur la comparaison intersources, l'évaluation de leur indépendance institutionnelle et la cohérence temporelle des observations.

Cette stratégie vise à limiter les effets de cadrage et à renforcer la validité empirique des inférences analytiques.

⁸ ACLED, "Armed Conflict Location & Event Data," accessed 2020–2025, <https://acleddata.com>.

I. 3. 2. Procédure d'analyse

Les données ont été étudiées selon une démarche qualitative comparative combinant analyse thématique des rapports, cartographie événementielle issue des bases de données conflictuelles et comparaison diachronique des séquences d'escalade. Les événements ont été codés selon les indicateurs d'hybridité définis supra, permettant d'identifier des configurations récurrentes et des variations territoriales.

I. 3. 3. Critères de classification des groupes

Cette étude s'appuie sur une typologie en quatre catégories permettant de distinguer les logiques dominantes des groupes armés en RDC. Les groupes «proxies» se caractérisent par un soutien extérieur structurant, tandis que les formations communautaires reposent sur un enracinement local et des dynamiques d'autodéfense. Les groupes opportunistes relèvent d'une économie de guerre axée sur la prédation et la recherche de rente. Enfin, les groupes étrangers se distinguent par une origine extraterritoriale et une chaîne de commandement située hors du territoire congolais.

a. Proxy (paraétatique/soutenu extérieurement)

Un acteur armé peut être qualifié de proxy paraétatique ou soutenu extérieurement lorsqu'il présente au moins deux des caractéristiques suivantes : l'existence de preuves documentées de soutien matériel, incluant la fourniture d'armes, de munitions ou de logistique ; l'utilisation d'un sanctuaire transfrontalier ou l'accès privilégié à un appui en renseignement ; un alignement durable sur les objectifs stratégiques d'un État voisin ; ou encore des continuités de commandement révélant une trajectoire d'intégration, formelle ou informelle, avec les structures de cet État.

b. Communautaire/autodéfense territorialisée

Un groupe armé relève d'une dynamique communautaire ou d'autodéfense territorialisée lorsque son recrutement est majoritairement local, que sa rhétorique met en avant la protection de la communauté et de la terre, et que ses motivations s'enracinent dans des conflits fonciers, des rivalités de chefferies ou des enjeux d'autorité coutumière. Son financement provient principalement de mécanismes de taxation locale ou de contributions communautaires, plutôt que de chaînes transnationales, même si des formes d'hybridation peuvent parfois apparaître.

c. Opportuniste/entrepreneurial (économie de guerre)

Un groupe armé peut être qualifié de prédation ou d'économie de rente lorsque ses objectifs sont principalement économiques, centrés sur le contrôle des routes, des sites miniers, des rançons ou de diverses formes d'extorsion. Ses alliances sont généralement très fluctuantes, dictées par des opportunités plutôt que par des engagements durables, et il présente une cohérence idéologique faible voire inexistante. Son mode d'action repose avant tout sur une violence extractive, où la taxation forcée et la captation de ressources constituent le cœur même de son modèle de fonctionnement.

d. Étranger (origines et commandement externes)

Un groupe armé est considéré comme étranger lorsque son origine se situe hors de la RDC et que sa chaîne de commandement relève d'autorités ou de structures externes. Il s'appuie généralement sur des bases transfrontalières qui assurent sa mobilité, sa réorganisation et son soutien logistique. Ses revendications, tout comme son agenda politique ou militaire, restent principalement liés à la situation et aux dynamiques internes de son pays d'origine, plutôt qu'aux enjeux locaux congolais.

I. 4. Présentation des acteurs armés

La cartographie des groupes armés (partie I) utilise une méthode d'analyse longitudinale, traçant pour chaque formation : sa genèse, ses soutiens régionaux/étrangers, ses transformations organisationnelles et ses trajectoires postconflits. Cette approche révèle des processus de continuité organisationnelle masqués par des changements de dénomination (AFDL, RCD, CNDP, M23/AFC).

I. 5. Analyse systémique des causes

La section II applique une grille causale multidimensionnelle (historique, institutionnelle, foncière, identitaire, économique, sécuritaire, géopolitique) sans hiérarchiser a priori les causes. Chaque facteur est analysé comme variable du système conflictuel global.

I. 6. Limites et cadre de réflexivité

Cette analyse reconnaît ses limites : la documentation asymétrique des groupes armés, la difficulté d'accès aux sources de certains acteurs, les écarts temporels entre événements et documentation académique. La perspective

adoptée est celle d'un analyste congolais, conscient de ses implications épistémologiques et politiques, cherchant à se dégager des récits de légitimation des agressions régionales sans nier les responsabilités congolaises.

I. 6. 1. Guerres hybrides : précision conceptuelle

Les deux guerres du Congo (Première Guerre, 1996–1997 ; Deuxième Guerre, 1998–2003) ne sont pas des « guerres régionales » au sens strict. Ce sont des guerres hybrides où coexistent trois dimensions fondamentales.

La première dimension est celle de l'invasion et de l'intervention militaire régionale : l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi en 1996 ; le Rwanda et l'Ouganda avec le RCD en 1998, le CRP (Convention pour la révolution populaire de Thomas Lubanga) en 2025, et via le CNDP en 2006 puis le M23 qui n'a fait que changer de nom et de stratégie : de 1998 à 2012 pour son premier épisode, puis de 2021 à nos jours. La deuxième dimension relève de la lutte pour le contrôle du pouvoir d'État congolais : renversement de Mobutu via l'AFDL en 1997 ; lutte pour le contrôle des ressources en 1998-2003 après le refus de Laurent Kabila de se soumettre aux acteurs qui ont facilité son accession au pouvoir. La troisième dimension concerne les conflits communautaires territorialisés (terres, ressources extractives, représentation locale) qui préexistaient et se perpétuent au-delà des guerres interétatiques.

I. 6. 2. Absence de justification des agressions régionales

Sur le plan normatif et juridique, les interventions armées transfrontalières sur le territoire congolais doivent être examinées à l'aune des principes cardinaux de souveraineté étatique et de non-recours à la force. La présente analyse opère une distinction essentielle entre l'explication causale et la qualification normative : analyser des rationalités sécuritaires invoquées par certains acteurs ne saurait être assimilé à une validation de leur légalité ni de leur légitimité. Cette dissociation conceptuelle, c'est-à-dire comprendre sans justifier, permet d'éviter simultanément l'angélisme institutionnel et la banalisation des agressions.

Une clarification éthique et juridique s'impose dès lors : aucune considération sécuritaire, aucun argument fondé sur la protection alléguée de minorités, ni aucune rationalité stratégique ne peuvent légitimer une violation de l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo.

Cette position ne contredit nullement l'analyse des vulnérabilités internes congolaises ; elle la complète. En effet, démontrer comment des fragilités structurelles peuvent être instrumentalisées par des acteurs extérieurs pour construire un discours justificatif ne revient jamais à reconnaître la validité de ce discours, mais au contraire à en dévoiler la logique et les limites.

I. 6. 3. Affrontement rwando-ougandais à Kisangani

Cette série d'affrontements directs entre les armées rwandaise et ougandaise à Kisangani pendant la deuxième Guerre du Congo (1998-2003) présente trois pics : août 1999, mai 2000 et du 5 au 10 juin 2000 (« guerre des Six Jours »). L'épisode central dure six jours, mais s'inscrit dans une séquence 1999-2000 d'affrontements récurrents.

Les causes de cet affrontement entre deux « alliés » initiaux s'analysent à trois niveaux. Sur le plan structurel, il s'agit de la compétition d'influence dans le Nord-Est congolais (zones, administrations, routes, aéroports), de l'économie de guerre (contrôle des circuits commerciaux et des ressources) et de la divergence politico-stratégique entre Kigali et Kampala. Sur le plan politique intermédiaire, il y a la guerre par procuration via des factions congolaises soutenues différemment⁹. Quant aux déclencheurs immédiats, il faut citer le contrôle de points stratégiques et la présence simultanée de forces étrangères dans une grande ville.

Conséquences : plus de 1 000 civils tués, milliers de blessés et déplacés. La CIJ a condamné l'Ouganda à verser 325 millions USD à la RDC (2022–2026)¹⁰. La Cour africaine des droits de l'homme a accepté en 2025 une action contentieuse contre le Rwanda.

II. CARTOGRAPHIE ANALYTIQUE DES GROUPES ARMÉS

Ce point propose une cartographie analytique des principaux groupes armés actifs en RD Congo, en retraçant leurs origines, leurs logiques d'organisation, leurs soutiens extérieurs et leurs dynamiques d'évolution. Elle met en évidence les continuités structurelles et les recompositions successives qui façonnent le paysage militaro-politique congolais.

⁹ REYNTJENS F., *Op. cit.* ; PRUNIER G., *Op. cit.* ; STEARNS J.K., *Op. cit.*

¹⁰ STEARNS J.K., *Op. cit.* ; REYNTJENS F., *Op. cit.*

II. 1. Alliance des forces démocratiques pour libérer Zaïre

L'AFDL fut créée en 1996 comme coalition politico-militaire regroupant diverses factions anti-Mobutu. Bien que certains narratifs médiatiques la décrivaient comme composée principalement de rebelles originaires du Kasai, du Katanga et de quelques éléments banyamulenge, l'analyse critique indique qu'il s'agissait d'une coalition formée et appuyée par trois armées régionales¹¹ : celle du Rwanda (dirigée stratégiquement par Paul Kagame, commandée sur le terrain par James Kabarebe), celle de l'Ouganda et celle du Burundi. L'ensemble constituait ainsi le vecteur d'une intervention régionale coordonnée.

Le Rwanda a fourni un apport logistique et militaire ainsi qu'un commandement stratégique centralisé. L'Ouganda a opéré un déploiement militaire aux côtés de l'AFDL, notamment dans le nord-est du Zaïre. Le Burundi a apporté une participation paramilitaire plus limitée.

L'AFDL renversa le régime Mobutu en mai 1997, portant Laurent-Désiré Kabila au pouvoir. Toutefois, cette victoire dissimulait deux mécanismes de dépendance : le nouveau pouvoir demeurait tributaire des soutiens rwandais et ougandais. L'AFDL se dissout comme structure politico-militaire unifiée après 1997, se fragmentant en factions intégrées au pouvoir.

II. 2. Rassemblement congolais pour la démocratie

Le RCD fut créé en 1998 par des éléments qui avaient servi dans l'AFDL mais restaient sous influence rwandaise. Il se présentait comme mouvement de réforme démocratique¹² mais fonctionnait effectivement comme instrument de contrôle territorial rwandais. Le RCD a contrôlé des zones significatives du Nord et Sud-Kivu (deux principaux bastions), puis le Maniema (partiellement) et a exercé une influence vers le Katanga nord.

Le RCD/Goma constituait la faction directement contrôlée par le Rwanda, dominée par les élites tutsi banyamulenge. Le RCD/KL (Kisangani-Libération) représentait une scission reflétant les rivalités entre le Rwanda et le RCD/ML (Mouvement pour la libération) était une formation satellite, et le RCD/N (National) était dirigé par Roger Lumbala.

¹¹ *Ibidem.*

¹² *Ibidem.*

Le RCD a été intégré dans les structures étatiques lors de la « transition » post-2003. Cependant, ses cadres ont perpétué les logiques de contrôle territorial, particulièrement via la formation ultérieure du CNDP et du M23.

II. 3. Convention pour la Révolution populaire

Le CRP, encore faiblement documenté dans l'historiographie académique, constitue un exemple émergent de formation politico-militaire de recomposition stratégique. Il se distingue à la fois des mouvements d'autodéfense strictement communautaires et des organisations armées directement instrumentalisées par des puissances régionales. Cette structure semble plutôt s'inscrire dans une logique de repositionnement d'élites politico-militaires congolaises partiellement autonomes, mobilisant l'action armée comme ressource stratégique de négociation politique et de reconfiguration du rapport de force institutionnel.

II. 4. Congrès national pour la défense du peuple

Fondé en 2006 par Laurent Nkunda (ancien officier du RCD), le CNDP perpétua la fiction d'une « protection des Tutsi congolais » tout en fonctionnant effectivement comme instrument de contrôle territorial pour le Rwanda. Les motivations affichées (sécurité des minorités, opposition aux FDLR) masquaient des enjeux de contrôle minier et de domination territoriale.

Les accords du 23 mars 2009 prévoyaient l'intégration du CNDP dans les FARDC et la promotion de Bosco Ntaganda au grade de général. Or, cette intégration s'est révélée largement formelle¹³ : plusieurs cadres du CNDP conservèrent des chaînes de commandement parallèles et des liens informels persistants avec le Rwanda. Cette « réintégration inaboutie » contribuera à la formation du M23 en 2012.

Le M23, fondé en 2012 par d'anciens cadres du CNDP puis réactivé militairement en 2021, s'inscrit dans une dynamique de continuité organisationnelle et stratégique. L'Alliance Fleuve Congo (AFC), créée fin 2023, constitue une structure plus récente intégrant notamment le M23 et s'inscrivant dans une stratégie d'élargissement de base visant à renforcer la présentation d'un ancrage congolais élargi.

¹³ International Crisis Group, *Reports on Eastern DRC Conflicts*, ICG, Bruxelles, 2010–2025.

II. 5. Groupes armés associés aux communautés hutues

Les groupes armés associés aux communautés hutues occupent une place particulière dans la dynamique sécuritaire du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Ils combinent des héritages politico-militaires transnationaux, comme ceux des FDLR, et des formes d'autodéfense locales telles que les milices Nyatura. Leur évolution illustre à la fois la persistance de facteurs régionaux et l'enracinement de logiques communautaires dans les économies de guerre locales.

II. 5. 1. Forces démocratiques de libération du Rwanda

Elles sont constituées formellement au début des années 2000, les FDLR trouvent leur origine dans les reconfigurations politico-militaires consécutives au génocide rwandais de 1994. Implantées durablement dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, les FDLR se sont progressivement inscrites dans des dynamiques locales d'économie de guerre. Elles demeurent un facteur récurrent de l'insécurité en RDC orientale.

Cependant, plusieurs analyses soulignent que la centralité stratégique des FDLR dans les discours sécuritaires régionaux contraste avec leur capacité militaire réelle actuelle¹⁴. Les FDLR apparaissent autant comme un acteur armé effectif que comme une variable structurante des narratifs sécuritaires régionaux.

II. 5. 2. Les Nyatura et les milices d'autodéfense hutues

Les Nyatura émergent en RDC comme une constellation de groupes d'autodéfense communautaire principalement implantés dans les territoires de Masisi et Rutshuru (Nord-Kivu). Initialement structurées autour d'une logique défensive, plusieurs factions Nyatura ont progressivement connu des processus d'hybridation organisationnelle.

II. 6. Nébuleuse Maï-Maï et autodéfense territorialisée

Le terme « Maï-Maï » (dérivé du mot swahili maji, « eau ») désigne historiquement des groupes d'autodéfense apparus ou reconfigurés durant les guerres du Congo (1996–2003). Ces formations reposaient sur des référentiels mêlant protection territoriale, cosmologies locales et résistance perçue face aux

¹⁴ AUTESSERRE S., *Op. cit.* ; VLASSENROOT K., *Op. cit.*

forces étrangères. Contrairement aux lectures simplificatrices, les Mai-Mai ne constituent pas une entité homogène mais une constellation de groupes locaux¹⁵.

Parmi les principales formations, on identifie les Mai-Mai Yakutumba (Fizi, Sud-Kivu), les Raia Mutomboki (Sud-Kivu), les Mai-Mai Mazembe (Nord-Kivu), et des groupes communautaires diversifiés (Lubero, Beni, Walikale). Plusieurs groupes Mai-Mai ont connu des trajectoires d'hybridation progressive, combinant fonctions sécuritaires, logiques économiques et stratégies d'influence locale.

II. 7. Twirwaneho et militarisation communautaire aux Hauts-Plateaux

Twirwaneho (« défendons-nous nous-mêmes ») émerge à partir de 2017-2018 dans les Hauts-Plateaux du Sud-Kivu (Fizi, Uvira, Mwenga), dans un contexte d'intensification des violences armées et des tensions intercommunautaires. Les causes structurantes incluent les conflits fonciers, l'insécurité chronique, la fragmentation des dispositifs étatiques de sécurité et les logiques de protection identitaire.

Twirwaneho regroupe majoritairement des éléments issus de la communauté banyamulenge, tout en intégrant ponctuellement des acteurs provenant d'autres segments locaux. Ses alliances et interactions apparaissent fluctuantes.

II. 8. Conflictualité multidimensionnelle : Nord-Kivu et Ituri

Au Nord-Kivu, notamment dans les territoires de Beni et Lubero, les dynamiques de violence impliquent principalement les Allied Democratic Forces (ADF), mouvement armé d'origine ougandaise, aux côtés de groupes d'autodéfense locaux et de formations armées communautaires. La conflictualité se caractérise par une forte complexité où s'entrecroisent logiques sécuritaires, dynamiques économiques locales et mécanismes de protection communautaire.

Ces territoires illustrent une configuration de superposition des conflictualités, marquée par l'imbrication de conflits fonciers anciens, de débats persistants autour de la nationalité et de l'autochtonie, de rivalités politico-administratives locales. Ils connaissent une coexistence instable de formations armées diverses, produisant une conflictualité « fractalisée ».

¹⁵ JOURDAN L., "Generational Dimensions of Conflict in Eastern Congo", dans *Journal of Eastern African Studies* 5, n°02, 2011, pp. 313–330.

Les dynamiques contemporaines de violence s'inscrivent dans la continuité des fractures historiques (1999-2003), tout en révélant des recompositions significatives. Les violences impliquent notamment CODECO, FPIC, des groupes d'autodéfense communautaires et divers acteurs armés locaux.

Le Mouvement de libération du Congo (MLC), initialement structuré comme mouvement politico-militaire majeur durant la Deuxième Guerre du Congo, a exercé un contrôle territorial significatif dans plusieurs zones du nord du pays. Même après sa conversion en acteur politique institutionnel, l'héritage du MLC demeure visible dans certaines configurations locales de pouvoir et de sécurité.

Tableau 2 : Chronologie analytique des mutations organisationnelles politico-militaires

Période	Organisation	Nature structurelle	Fonction stratégique	Logique de transformation
1996–1997	AFDL	Coalition politico-militaire offensive	Renversement du régime Mobutu	Instrument initial d'intervention régionale
1998–2003	RCD	Mouvement politico-militaire structuré	Administration territoriale et contrôle stratégique	Institutionnalisation d'un proxy armé
2006–2009	CNDP	Mouvement politico-militaire identitaire	Pression politico-sécuritaire régionale	Reconfiguration sous forme de mouvement communautaire militarisé
2012–2013 / 2021–présent	M23	Rébellion restructurée à cycles	Contestation armée	Réactivation d'anciens réseaux militaires intégrés
Depuis fin 2023	AFC	Plateforme politico-militaire élargie	Légitimation politique	Tentative de « congolisation » discursive

Source : Conception de l'auteur.

III. ANALYSE SYSTÉMIQUE DES CAUSES STRUCTURELLES

Les conflits à l'est de la RDC relèvent d'un système conflictuel complexe, caractérisé par l'interaction de causalités historiques, institutionnelles, foncières, identitaires, économiques, sécuritaires et géopolitiques. Cette analyse rejette toute lecture monocausale et privilégie une approche multidimensionnelle.

III. 1. Facteurs historiques et institutionnels

L'héritage de l'administration coloniale indirecte a institutionnalisé des hiérarchies politiques et identitaires durables¹⁶. Les évolutions successives des législations de nationalité (notamment 1972 et 1981) ont généré des controverses durables sur l'appartenance civique. Les guerres du Congo (1996–2003) ont profondément érodé les capacités institutionnelles et sécuritaires de l'État. Les intégrations militaires successives d'anciens mouvements rebelles sans réformes structurelles pleinement consolidées, combinées à l'impunité persistante et à la faiblesse des mécanismes judiciaires crédibles, ont contribué à la formation d'une mémoire conflictuelle collective alimentant la défiance intercommunautaire.

III. 2. Facteurs fonciers

L'absence de cadastre systématisé et juridiquement stabilisé, la superposition du droit coutumier et du droit écrit générant des contentieux chroniques, les pressions démographiques et dynamiques migratoires accentuant la compétition foncière, et la politisation des chefferies et des autorités coutumières font de la terre un noyau conflictogène structurant, au croisement des enjeux économiques, identitaires et politiques¹⁷.

III. 3. Facteurs identitaires et construction narrative

L'instrumentalisation politique récurrente des appartenances communautaires, la production de discours d'exclusion réciproques et les narratifs victimaires concurrents légitimant les logiques d'armement défensif constituent des ressources stratégiques de mobilisation. L'identité fonctionne moins comme cause première que comme ressource stratégique de mobilisation dans des conflits prolongés et hybridés¹⁸.

¹⁶ ENGLEBERT P. et TULL D., "Postconflict Reconstruction in Africa: Flawed Ideas about Failed States", dans *International Security* 32, n°04, 2008 ; TULL D.M., *The Reconfiguration of Political Order in Africa: A Case Study of North Kivu (DR Congo)*, Institute of African Affairs, Hamburg, 2005.

¹⁷ Banque Mondiale, *Risk and Resilience Assessment – Democratic Republic of Congo*, World Bank, Washington, DC, 2017.

¹⁸ KALDOR M., *Op. cit.*

III. 4. Facteurs économiques et économies de guerre

L'économie minière largement informelle finançant des acteurs armés, la taxation armée des populations civiles et des circuits marchands, la militarisation des routes commerciales et le chômage structurel massif des jeunes contribuent au développement de mécanismes d'auto-financement des conflits, renforçant leur résilience¹⁹.

III. 5. Facteurs sécuritaires et défaillances institutionnelles

Le contrôle territorial limité de l'État, la prolifération d'armes légères facilitée par les dynamiques transfrontalières, la fragmentation du paysage des groupes armés et la faible confiance entre populations et forces de sécurité favorisent la persistance des acteurs armés non étatiques. L'absence d'un monopole étatique crédible de la violence légitime constitue un facteur structurant de la prolifération armée²⁰.

III. 6. Facteurs géopolitiques transfrontaliers

La porosité des frontières, la présence de groupes armés étrangers, les rivalités régionales et dynamiques d'influence, ainsi que la circulation illicite d'armes et de ressources agissent principalement comme amplificateurs et multiplicateurs des conflictualités endogènes, sans en constituer une cause suffisante autonome.

IV. CADRE STRATÉGIQUE POUR UNE POLITIQUE INTÉGRÉE

Une politique nationale durable requiert une architecture intégrée, articulant prévention structurelle, stabilisation sécuritaire et réparation transformative.

IV. 1. Réforme foncière et sécurisation territoriale

Ce pilier comprend un audit foncier multi-niveaux, la numérisation sécurisée des registres, des mécanismes institutionnalisés de médiation et la clarification des limites administratives et coutumières. L'objectif stratégique est la réduction des conflits structurels de propriété et d'usage.

¹⁹ Human Rights Watch, *The Curse of Gold: Democratic Republic of Congo*, HRW, New York, 2003.

²⁰ FUKUYAMA F., *State-Building: Governance and World Order in the 21st Century*, Cornell University Press, Ithaca, 2004 ; ENGLEBERT P. et TULL D., *Art. cit.*

IV. 2. Système d'alerte précoce multi-niveau

Le déploiement de cellules locales hybrides, d'indicateurs de tension systématisés, d'une coordination verticale et de protocoles d'action gradués vise l'interruption précoce des escalades violentes.

IV. 3. Démantèlement de l'économie de guerre

La traçabilité renforcée des ressources, la mise en place d'alternatives économiques massives, un DDR ciblé et territorialisé et la répression pénale des économies armées constituent les instruments de désincitation économique à la violence organisée.

IV. 4. Réforme de la gouvernance sécuritaire

Ce pilier repose sur la professionnalisation des FARDC, une justice militaire crédible, la lutte contre la corruption et le renforcement du lien population-sécurité. L'objectif stratégique est la restauration de la crédibilité coercitive de l'État.

IV. 5. Diplomatie régionale structurée

La surveillance frontalière conjointe, des accords vérifiables et des mécanismes indépendants de suivi constituent les instruments de réduction des externalités sécuritaires régionales.

V. POLITIQUE DE RÉPARATION DURABLE

La réparation doit être conçue comme levier de stabilisation stratégique, et non comme simple mécanisme compensatoire.

V. 1. Réparation individuelle

L'indemnisation, les soins spécialisés, l'accompagnement psychosocial et la réinsertion ciblée constituent les instruments de réparation à l'échelle individuelle.

V. 2. Réparation collective

La reconstruction d'infrastructures, la création de fonds communautaires et la mise en œuvre de projets de cohésion sociale permettent une réparation à l'échelle collective.

V. 3. Réparation symbolique et institutionnelle

La reconnaissance officielle des violences subies, les politiques de mémoire, la justice transitionnelle et la lutte contre l'impunité fondent la dimension symbolique et institutionnelle de la réparation.

VI. OUTILS D'AIDE À LA DÉCISION

Ce point présente trois outils opérationnels destinés à orienter la prise de décision publique dans les contextes de conflictualité. L'indice provincial de vulnérabilité permet d'identifier les zones prioritaires d'intervention, tandis que la cartographie dynamique des risques offre une lecture intégrée et évolutive des tensions sécuritaires et socio-économiques. Enfin, la matrice Causes-Instruments publics facilite l'alignement entre les facteurs structurels du conflit et les réponses politiques appropriées.

VI. 1. Indice provincial de vulnérabilité

Cet indice composite multivariées permet la priorisation des interventions, l'allocation rationnelle des ressources et l'anticipation des zones à risque.

VI. 2. Cartographie dynamique des risques

Le croisement de données sécuritaires, foncières et socio-économiques permet une lecture opérationnelle de la conflictualité.

VI. 3. Matrice Causes-Instruments publics

Aligner la causalité structurelle avec les politiques publiques activées constitue un outil stratégique d'aide à la décision.

CONCLUSION

La conflictualité à l'est de la RDC relève d'une configuration hybride, systémique et cumulative, conjuguant dynamiques locales, économies de guerre, fragilités institutionnelles et interférences régionales. Cette observation empirique valide et enrichit le cadre théorique des guerres hybrides²¹ en montrant comment les trois dimensions, intervention régionale, lutte pour le pouvoir d'État, conflits communautaires, s'entrelacent dans un processus dialectique.

²¹ HOFFMAN F.G., *Op. cit.* ; KALDOR M., *Op. cit.* ; MÜNKLER H., *Op. cit.*

Contrairement aux analyses qui traitent ces dimensions comme indépendantes²², cette étude démontre qu'elles constituent un système d'effets croisés où les fragilités institutionnelles congolaises (absence de monopole étatique de la violence, prédation systémique) offrent les « points d'accès » permettant aux ingérences régionales de s'implanter.

Les ingérences régionales (Rwanda, Ouganda) amplifient et prolongent les conflits communautaires en les instrumentalisant pour des objectifs de contrôle territorial et de prédation minière.

Les économies de guerre (taxation armée, exploitation minière illicite, taxation des routes commerciales) fonctionnent comme mécanisme d'autofinancement qui décuple la résilience des conflits et rend la sortie de crise significativement plus difficile.

Les mobilisations identitaires et les narratifs victimaires ne sont ni causes premières ni simples épiphénomènes. Cependant, ressources stratégiques de mobilisation instrumentalisées par les acteurs armés pour maintenir la cohésion interne et légitimer la violence.

Cette analyse démontre que les approches exclusivement militaires, sécuritaires ou technologiques échouent à produire une stabilisation durable. Les intégrations militaires d'anciens mouvements rebelles (CNDP-FARDC en 2009) sans simultanément réformer les institutions, légaliser les terres et démanteler les économies de guerre ne produisent que des réintégrations formelles masquant des continuités organisationnelles souterraines, comme l'a montré l'émergence du M23 trois ans après l'accord de 2009²³.

De même, les approches institutionnelles isolées (création de mécanismes de justice transitionnelle, structures de gouvernance) restent sans effet si elles ne sont pas articulées à des réformes foncières et à un démantèlement effectif des économies de guerre.

La stabilisation postconflit ne relève pas d'une juxtaposition de piliers indépendants mais exige une intégration fonctionnelle où la réforme foncière crédibilise les promesses de l'État et affaiblit les logiques de protection armée

²² MÜNKLER H., *Op. cit.*

²³ AUTESSERRE S., *Op. cit.*

communautaire. Le démantèlement de l'économie de guerre rend la participation aux groupes armés économiquement non viable. La professionnalisation sécuritaire restaure la confiance population-État, affaiblissant les appels à l'autodéfense. La diplomatie régionale vérifiable élimine les justifications externes de la militarisation locale.

Cette étude reconnaît plusieurs limitations, notamment : celle documentaire suite à la disponibilité asymétrique de sources favorise une surreprésentation des acteurs institutionnels (États, institutions internationales) au détriment des populations locales et des groupes armés non documentés. Celle temporelle, parce que l'analyse s'arrête à février 2026 ; les évolutions post-février 2026 des dynamiques M23/AFC échappent au champ analytique. Celle épistémologique du fait que l'adoption d'une perspective congolaise, bien qu'elle corrige les biais exogènes, n'élimine pas la possibilité de biais endogènes (surreprésentation des responsabilités régionales, sous-documentation de certaines dynamiques locales). Celle méthodologique par l'absence d'enquête de terrain directe limite la profondeur de l'analyse des dynamiques hyperlocales et des logiques d'action des combattants.

En rapport avec les implications pour la pratique politico-stratégique, il se dégage que sur le plan de la politique nationale, l'État congolais devrait comprendre que la stabilisation ne peut relever d'une logique de contrôle militaire croissant mais exige un retrait programmatique et volontaire de l'économie de guerre, accompagné de réformes redistributives (foncière, fiscale) et de légitimation sécuritaire. Inverser cette logique (accroître la coercition sans réformes), c'est perpétuer le cycle conflictuel. Sur le plan régional, le Rwanda et l'Ouganda devraient internaliser que le coût long terme des interventions militaires répétées en RDC dépasse exponentiellement tout bénéfice stratégique. Les accords régionaux (Angola, EAC) ne produiront de stabilité que s'ils incluent des mécanismes de vérification indépendants et des coûts économiques dissuasifs. Sur le plan mondial, les partenaires internationaux doivent conditionner l'aide non pas sur des « performances de gouvernance » abstraites (classements de perception, indices de fragilité) mais sur des processus vérifiables : réforme foncière, traçabilité minière, professionnalisation sécuritaire, diplomatie régionale. L'approche de la « boîte noire institutionnelle » a échoué ; une approche de chaîne de causalité vérifiée s'impose.

La stabilisation durable s'inscrit nécessairement dans une trajectoire pluriannuelle (5–10 ans minimum), impliquant constance politique, continuité institutionnelle et coopération régionale. Trois fenêtres d'opportunité sont identifiées : court terme (2026–2027) : interruption des offensives militaires via la diplomatie régionale vérifiable et les négociations inclusives. Moyen terme (2027–2030) : réforme foncière et démantèlement de l'économie de guerre via la traçabilité minière et les alternatives économiques. Long terme (2030–2035) : professionnalisation sécuritaire, justice réparatrice et consolidation institutionnelle. Tout écart à ce calendrier, ainsi que tout retour à des logiques d'escalade militaire, à la légitimation des ingérences régionales ou à l'impunité, réinitialisera le cycle conflictuel.

Il se dégage que les guerres hybrides en Afrique centrale ne relèvent ni d'une inévitabilité régionale naturalisée ni d'une mécanique purement exogène imposée de l'extérieur. Elles sont le produit systémique de trois séries de choix politiques : les choix de fragilisation institutionnelle au niveau de l'État congolais ; ceux de militarisation et d'intervention au niveau régional ; ceux d'économisation et de structuration de conflits au niveau des acteurs armés eux-mêmes. Changer ce système exige donc d'inverser ces trois séries de choix simultanément, non en séquence, non partiellement, mais de manière intégrée. C'est la leçon fondamentale que dégage cette analyse, tant sur le plan théorique que stratégique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ACLED, "Armed Conflict Location & Event Data," accessed 2020–2025, <https://acleddata.com>.
- Amnesty International, *Democratic Republic of Congo: Rwandese-Controlled East – Devastating Human Toll*, Amnesty International, London, 2000.
- AUTESSERRE S., *The Trouble with the Congo: Local Violence and the Failure of International Peacebuilding*, Cambridge University Press, Cambridge, 2010.
- Banque Mondiale, *Risk and Resilience Assessment – Democratic Republic of Congo*, World Bank, Washington, DC, 2017.
- CIJ, *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda) – Réparations*, ICJ, The Hague, 2022.

-
- CPI, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda – Jugement*, ICC, The Hague, 2019.
 - ENGLEBERT P. et TULL D., "Postconflict Reconstruction in Africa: Flawed Ideas about Failed States", dans *International Security* 32, n°04, 2008
 - FUKUYAMA F., *State-Building: Governance and World Order in the 21st Century*, Cornell University Press, Ithaca, 2004.
 - Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC, *Rapports finaux sur les groupes armés et les dynamiques régionales*, UN Security Council, 2022–2025.
 - HOFFMAN F., *Conflict in the 21st Century: The Rise of Hybrid Wars*, Potomac Institute for Policy Studies, Arlington, 2007.
 - Human Rights Watch, *The Curse of Gold: Democratic Republic of Congo*, HRW, New York, 2003.
 - Human Rights Watch, *The Curse of Gold: Democratic Republic of Congo*, HRW, New York, 2003.
 - International Crisis Group, *Reports on Eastern DRC Conflicts*, ICG, Bruxelles, 2010–2025.
 - JOURDAN L., "Generational Dimensions of Conflict in Eastern Congo", dans *Journal of Eastern African Studies* 5, n°02, 2011.
 - KALDOR M., *New and Old Wars: Organized Violence in a Global Era*, 3rd ed., Stanford University Press, Stanford, 2012.
 - MÜNKLER H., *The New Wars*, Polity Press, Cambridge, 2005.
 - PRUNIER G., *Africa's World War: Congo, the Rwandan Genocide, and the Making of a Continental Catastrophe*, Oxford University Press, Oxford, 2009.
 - REYNTJENS F., *The Great African War: Congo and Regional Geopolitics, 1996–2006*, Cambridge University Press, Cambridge, 2009.
 - STEARNS J.K., *Dancing in the Glory of Monsters: The Collapse of the Congo and the Great War of Africa*, Public Affairs, New York, 2012.
 - TULL D.M., *The Reconfiguration of Political Order in Africa: A Case Study of North Kivu (DR Congo)*, Institute of African Affairs, Hamburg, 2005.
 - VLASSENROOT K., *South Kivu: Identity, Territory, and Power*, Rift Valley Institute, London, 2013.